



Communiqué de presse

Nous, organisations syndicales représentatives de l'enseignement privé sous contrat, Fep-CFDT, Spelc, Snec-CFTC et CGT-EP, avons décidé de dénoncer l'attitude du ministère par un boycott unanime de la concertation sur l'autorité à l'École du vendredi 17 mai au MENJ.

Une fois de plus, nous apprenons par voie de presse, les mesures pour restaurer l'autorité à l'école. Nous déplorons que les organisations syndicales du privé sous contrat aient été oubliées dans un premier temps à l'occasion des annonces de la ministre du vendredi 3 mai, et invitées *in extremis* la veille au soir à 19h47.

Peut-on parler de dialogue social ?

Le MEN doit écouter les enseignants et leur donner les moyens d'assurer leurs missions dans de bonnes conditions. La communication ne remplace pas une réflexion construite.

L'apprentissage doit se faire dans l'accompagnement des élèves, avec des moyens suffisants, et certainement pas uniquement à coup de sanctions, dans la nostalgie d'un passé révolu.

Paris, vendredi 17 mai 2024

